

REVUE DE PRESSE

service communication



« C'était pourri » : Les Restos du Cœur quittent leur local pour un entrepôt tout neuf à Petit-Quevilly

Depuis début avril 2025, les bénévoles des Restos du Cœur de l'Eure et de la Seine-Maritime ont investi un tout nouvel entrepôt à Petit-Quevilly, près de Rouen.



Depuis début avril 2025, les bénévoles des Restos du Cœur de l'Eure et de la Seine-Maritime ont investi un tout nouvel entrepôt à Petit-Quevilly, près de Rouen.

(©AF/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 28 avr. 2025 à 19h22

Du pain béni. Début avril 2025, les bénévoles des [Restos du Cœur](#) de l'Eure et de la Seine-Maritime ont investi un tout nouvel entrepôt au 9 rue des Pâtis au [Petit-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#), près de [Rouen](#). Pour rappel, 90 % des denrées distribuées dans les différents centres du territoire transitent par cet entrepôt. « On ne peut pas faire de distribution alimentaire sans un entrepôt. C'est un lieu essentiel », souligne **Georges Bouhéliier**, délégué Normandie des Restos du Cœur.

« Plus pratique pour nos bénévoles »

Cela fait depuis 2020 que les Restos du Cœur ont **mutualisé leurs stocks** pour la Seine-Maritime et l'Eure. Mais l'ancien local, situé au Mesnil-Raoul, à 20 km à l'est de Rouen, n'était plus conforme avec les normes sanitaires.

« C'était pourri, franchement. Le propriétaire n'était pas correct. Et puis, nous étions isolés. Désormais, avec ce nouveau local, ce sera plus pratique pour nos bénévoles », insiste **Jean-Marie Marchand**, président de l'association en Seine-Maritime.

Ce nouvel espace répond à l'enjeu de **suivre la hausse du volume des denrées distribuées**. Pour rappel, sur l'année 2023/2024, ce sont plus de 2 300 000 de repas qui ont été partagées par les quelque 1000 bénévoles de la Seine-Maritime.

Toujours à la recherche de bénévoles

« Nous sommes opérationnels depuis 15 jours et on voit déjà **une vraie différence**. Tout cela participe à améliorer le service fourni », insiste à son tour Georges Bouhéliier.



Plus de 2 300 000 de repas ont été distribués sur la campagne 2023/2024 par les Restos du Coeur de Rouen. (©AF/76actu)

Concernant les infrastructures de ce nouvel entrepôt, Jean-Marie Marchand met en avant les **quatre chambres froides** et les quelque **700 emplacements de rayonnage disponibles**, qui s'étendent sur environ 2800 m². « Dans l'ancien local, il faisait 40 degrés l'été et 6 l'hiver. Ici, on est bien mieux isolé », souligne-t-il.

Pour suivre le rythme et la hausse des demandes, l'association rappelle une fois de plus son besoin de bénévoles : « Nous sommes toujours à la recherche. Toutes les compétences sont les bienvenues, que ce soit pour de la préparation de commande, ou de la gestion de stock sur ordinateur », note le président de l'association en Seine-Maritime.

Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 29/04/25

À VENIR

Le Petit-Quevilly

Initiation sportive

Rendez-vous le samedi 3 mai de 14 h à 16 h à la Plaine Kennedy, pour du renforcement musculaire. Organisé par l'association Indépendance Gymnique. Tout public à partir de 18 ans. Gratuit. Infos : 06 59 29 24 04, independance.gymnique@gmail.com

Scrapbooking

Lundi 5 mai à 14 h, animations culture/loisirs pour les + de 55 ans au CCAS. Tarif : 2 €. Inscription : 02 32 81 50 87.

Don du sang

Lundi 12 mai, venez donner votre sang de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h salle l'Astrolabe, 10 rue Jacquard. Pour faciliter les dons, les donneurs doivent prendre rendez-vous : 08 00 10 09 00,

mon-rdv-dondesang.efs.sante.fr

Paris-Normandie

Pollution atmosphérique en Normandie. La qualité de l'air est mauvaise : plusieurs secteurs concernés

Comme l'indique Atmo, la qualité de l'air est très mauvaise en Normandie lundi 28 avril 2025. Plusieurs secteurs sont concernés. Et les prochains jours semblent poursuivre sur cette lancée.

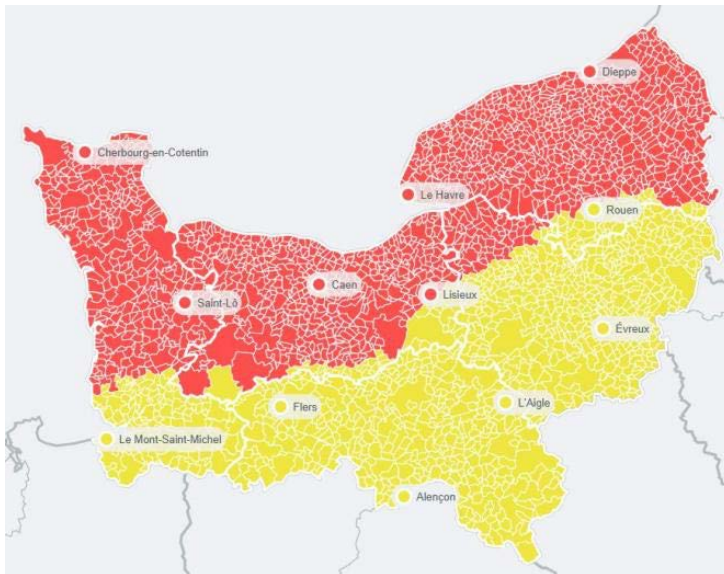
Par la rédaction

Publié: 28 Avril 2025 à 17h38

Il n'est pas bon de respirer lundi 28 avril 2025 en Normandie. Comme l'indique Atmo, [la qualité de l'air](#) est très mauvaise sur la partie nord de la région.

Trafic routier et chantier

La cause ? « *L'accumulation de particules fines PM2.5, causée par les masses d'air en provenance du nord-est* ». Ces dernières proviennent majoritairement du chauffage au bois, du trafic routier et des activités de chantier. Sont notamment concernés : les secteurs de Dieppe, Le Havre, Yvetot, Neufchâtel-en-Bray.



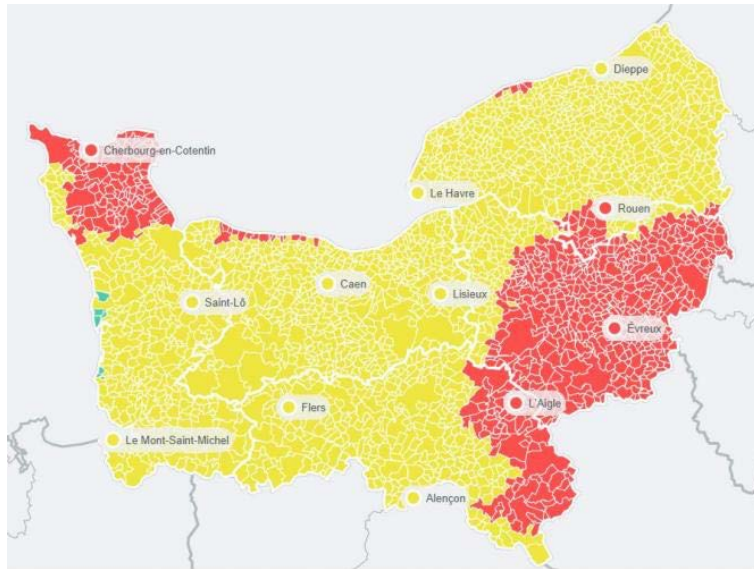
Plusieurs secteurs sont concernés - Capture d'écran Atmo

Si [la qualité de l'air](#) dans le reste de la région, notamment à Rouen et dans l'Eure, n'est pas mauvaise, il est toutefois dégradé. Mais ici, ce n'est pas l'accumulation de particules fines PM2.5, mais l'ozone qui est responsable.

Favorise par le soleil

Ceci est également dû au retour du soleil et la hausse des températures, « *qui favorise la transformation chimique de polluants déjà présents dans l'air* ».

Pour améliorer la qualité de l'air, il est conseillé de prendre les transports en commun ou de se déplacer à vélo ou à pied.



Mardi, ce sera rouge sur Rouen et dans l'Eure - Capture d'écran Atmo

L'observatoire a déjà annoncé que la journée du 29 avril 2025 sera rouge dans le secteur de Rouen, d'Évreux, Bernay, Louviers et Gisors. Et jaune partout ailleurs. On peut donc imaginer que durant les prochains jours, la qualité de l'air sera mauvaise en Normandie, due au soleil présent tout au long de la semaine.

Tendance Ouest

Normandie. Pourquoi le nombre de demandeurs d'emploi a fortement augmenté au premier trimestre 2025 ?

Société. Au premier trimestre 2025, la Normandie connaît une envolée du nombre d'inscrits à France Travail : +3,9% en quelques mois. Quels sont les départements les plus touchés ? Qui est le plus concerné ? Et pourquoi ces hausses ? On vous explique tout sur cette situation dans la région.

Publié le 28/04/2025 à 15h40, mis à jour le 28/04/2025 à 16h30 - Par Mathilde Rabaud



Il y a une forte poussée des inscriptions à France Travail en Normandie.

D'après les [données officielles](#), au premier trimestre 2025, **292 850 personnes étaient inscrites à France Travail** en Normandie, toutes catégories confondues. Cela représente une **hausse de 3,9%** sur le trimestre et de **5,3% sur un an** !

Les personnes inscrites à [France Travail](#) sont regroupées en différentes catégories : sans emploi pour la catégorie A, en activité réduite courte (moins de 78 heures par mois) pour la catégorie B, et en activité réduite longue pour la catégorie C

A noter : parmi ces inscrits, 39 476 personnes étaient en attente d'orientation (catégorie G) et 1 089 engagées dans un parcours social (catégorie F).

Des demandeurs d'emploi de plus en plus nombreux, surtout sans emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi "actifs" (catégories A, B, C) grimpe aussi : 256 550 personnes recensées, dont 146 300 en catégorie A et 110 250 en catégories B et C.

Le focus sur la catégorie A est particulièrement marquant : +9,6% sur le trimestre (+12 760 personnes) et +14,5% sur un an !

Les départements les plus touchés

Certaines zones de Normandie s'en sortent un peu mieux que d'autres. Sur un trimestre :

- +5,7% d'inscriptions en catégories A, B, C en **Seine-Maritime**
- +4,5 dans **l'Orne, la Manche et le Calvados**
- +3,3% dans **l'Eure**

C'est en **Seine-Maritime** que le choc est le plus fort pour la catégorie A seule : +11,4% sur trois mois et +16,2% sur un an. **La Manche** n'est pas épargnée non plus : +7,6% sur un trimestre.

Les jeunes particulièrement touchés : +35,5% en catégorie A !

Les moins de 25 ans sont de loin les plus impactés par cette hausse.

- En catégories A, B, C : +20,4% sur le trimestre
- En catégorie A seule : +35,5% sur le trimestre et +46,8% sur un an
- A l'inverse, les 25-49 ans et les 50 ans et plus sont bien moins concernés, avec des hausses de respectivement 2,1% et 0,8% pour l'ensemble A, B, C.

Ancienneté : de plus en plus de "nouveaux" demandeurs d'emploi

Au premier trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an bondit de 7,6%. A l'inverse, le nombre de celles inscrites depuis plus d'un an ne progresse que de 0,7%.

Pourquoi cette hausse brutale ?

Plusieurs facteurs expliquent ce choc :

- **Réforme France Travail** : depuis janvier 2025, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en mission locale et les personnes handicapées sont automatiquement inscrits.
- **Nouvelles règles d'actualisation** : depuis octobre 2024, certains ajustements ont mécaniquement fait gonfler les effectifs en catégorie A.

Ces changements biaisent un peu les comparaisons d'une année sur l'autre, même si la tendance générale à la hausse est bien réelle.

Paris-Normandie

80 ans du premier vote des femmes, ces Normandes se souviennent

Le 29 avril 1945, pour la première fois de l'Histoire, les femmes sont appelées aux urnes en France, au même titre que les hommes. Au lendemain de la guerre, elles votent pour élire leur maire. Une avancée fondamentale dans la lutte des droits des femmes. Ces Normandes se souviennent.



Trop jeune pour se battre pour le droit de vote des femmes en 1944, Anne-Marie Cardon se souvient que cette première avancée a marqué le début de sa lutte féministe - PND / Stéphanie Péron

Par Dorothee Brimont

Publié: 29 Avril 2025 à 06h05

Le 29 avril 1945, les femmes sont appelées aux urnes pour la première fois de leur histoire. C'était pour les élections municipales. Longtemps évincées des droits civiques, elles ont bataillé pour obtenir l'autorisation de voter. Car si la France est le pays des droits de l'homme, elle est loin d'être celui des droits des femmes. C'est après 100 ans de lutte que le [Général de Gaulle](#), le 21 avril 1944, signe l'ordonnance leur accordant ce droit, suite à la décision collégiale prise par l'Assemblée consultative d'Alger. Près d'un siècle après le droit de vote des hommes.

« C'était bien le minimum qu'on pouvait nous donner »

« C'était bien le minimum qu'on pouvait nous donner. On a quand même été ignoré pendant très longtemps, enrage encore Anne-Marie Cardon depuis [sa résidence Domitys de Mont-Saint-Aignan](#). C'était une reconnaissance notamment en sortant de la guerre. Ce sont les femmes qui ont tenu le pays pendant que les hommes étaient au front. On a tendance à l'oublier. » À 88 ans, l'octogénaire n'a rien perdu de [son passé de féministe engagée](#). *« Je ne me souviens plus si ma mère a voté en 45. Elle avait dix gosses, elle avait beaucoup de boulot. »* Cependant, le 29 avril 1945 reste une date qui marque le début de son combat pour les femmes. *« Je trouvais ça aberrant que ça traîne autant. Je trouvais ça tellement normal que l'on vote. On ne s'est pas laissé faire, on a fini par prendre le dessus. »*

« On se sent plus fort quand on vote »

À Ry, [Rose Lefebvre est encore toute chamboulée](#). Elle vient de fêter en grande pompe ses 100 ans. En 1945, elle a 20 ans et ne peut prendre part au suffrage. À cette époque, il faut avoir 21 ans. Mais, elle se souvient très bien : *« Je trouvais ça normal ! On devait avoir la même place que les hommes. On était là nous aussi ! C'était d'autant plus important que*

pendant la guerre, on a tenu le pays. » En 1947, pour les municipales également, elle se rend aux urnes. « J'ai voté pour M. Defresne. Il est devenu premier adjoint. J'ai voté pour lui car je le connaissais bien. Il s'occupait du pays et surtout des malheureux. Notamment des soldats prisonniers qui revenaient d'Allemagne. » Depuis, elle n'a jamais raté une occasion de se rendre dans l'isoloir : « On se sent plus fort quand on vote. »

12 millions d'électrices

À Rouen, [Jacqueline Philippe-Maille vient également de fêter ses 100 ans](#) et comme Rose, elle n'a pas pu voter en 1945. « *Je l'ai fait deux ans plus tard. Ça a été une grande joie. Enfin, les hommes avaient fini de tout diriger !* » Professeure de mathématiques à la retraite, elle se souvient « *avoir écouté le discours de De Gaulle à la radio depuis l'arrière-boutique d'une charcuterie* ». Ce droit accordé aux femmes est une révélation pour la jeune Normande éprise de liberté : « *J'allais pouvoir faire ce que je voulais quand je voulais.* » En 1945, douze millions d'électrices sont ainsi autorisées à voter et la participation des femmes est massive, presque comparable à celle des hommes. Pour faire leur choix, elles se mettent « *à parler politique avec les amis et les collègues. À l'époque, j'aimais bien Pierre Mendès France* ».

Le début d'un combat de longue haleine

Pour toutes les trois, le droit de vote marque « *le début du combat pour les droits des femmes* ». Anne-Marie Cardon s'y plonge corps et âme. [Contraception](#), [plannings familiaux](#), [avortement](#)... les luttes sont nombreuses. Rose Lefebvre s'est également battue « *pour les droits des femmes et notamment les violences qu'elles subissent de la part des hommes. Il faut les défendre. Il faut qu'elles aient la force de parler.* » Un combat qui avance mais encore loin d'être gagné.

La France mauvaise élève de l'Europe... et du monde

Avant la France, plus d'une cinquantaine de pays du monde ont accordé le droit de vote aux femmes.

1893 – la Nouvelle-Zélande est le premier pays à accorder le droit de vote aux femmes

1901 – l'Australie

1906 – la Finlande

1913 – la Norvège

1915 – le Danemark

Juste avant que n'éclate la Première Guerre mondiale, la Russie et l'Uruguay passent le pas. À l'Armistice, en 1918, 14 pays accordent le droit de vote aux femmes dont le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Azerbaïdjan. Les États-Unis leur emboîtent le pas en 1920.

En France, les femmes de la métropole obtiennent le droit de vote le 21 avril 1944. Les algériennes devront patienter jusqu'en 1958, ce qui vaut en métropole, ne vaut pas dans les colonies.

Dans quelques pays, le droit de vote est très restreint pour les femmes comme pour les hommes. Seuls deux d'entre eux marquent le distinguo entre les deux sexes : en Afghanistan et au Yémen, les femmes ont été déchues de leur droit de vote.

Un âpre combat politique

En France comme ailleurs, l'obtention du droit de vote des femmes a été un long combat à l'instar des Suffragettes au Royaume-Uni. Par six fois, de 1919 à 1940, des propositions de loi en faveur du vote des femmes sont votées par la Chambre des députés (l'Assemblée nationale), avant que le Sénat ne les rejette, soit en repoussant indéfiniment leur examen, soit en s'y opposant par le vote.

La Seconde Guerre mondiale constitue une accélération du débat sur le suffrage des femmes en France. C'est au sein de la Résistance française que se déroule, entre 1942 et 1944, un débat entre les différents représentants des mouvements, syndicats, associations et des partis clandestins qui la composent. Rien ne sort de ces échanges. C'est in extremis que l'Assemblée consultative provisoire signe l'ordonnance accordant le droit de vote aux femmes.

Un premier pas vers la parité hommes-femmes mais le chemin reste long. La loi du 6 juin 2000 prévoit une parité totale pour les scrutins de liste et des sanctions financières si elle n'est pas respectée. Dès les législatives de 2002, les partis se font pénaliser. L'UMP et l'UDF perdent près de 30 % de leur dotation, les plus lourdes peines cette année-là.

En 2014, est votée la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Le congé parental pour le second conjoint, l'index de parité des entreprises, la garantie de versement des pensions alimentaires, la parité étendue aux fédérations sportives, aux établissements publics à caractère industriel et commercial, aux chambres de commerce et d'industrie et aux chambres d'agriculture... autant de mesures censées réduire la fracture entre les hommes et les femmes.

Paris-Normandie

Rouen est la ville la plus chaude de France ce lundi 28 avril 2025

Selon les prévisions météorologiques, Rouen serait ce lundi 28 avril 2025 la ville la plus chaude de France. Un record reflet du réchauffement climatique.



Rouen sous le soleil

Par Melanie Bourdon

Publié: 28 Avril 2025 à 16h19

Où est-ce qu'il fait le plus chaud ce lundi 28 avril 2025 ? Ce n'est pas à Nice, ce n'est pas à Marseille, ce n'est pas à Toulouse mais bien dans une ville située plus au nord : Rouen. La capitale normande serait ainsi ville la plus chaude de France avec 25°C, soit 8°C au-dessus des normales de saison, selon les prévisions de [Météo France](#). Des températures estivales, certes appréciées par les Rouennais à la sortie de la saison hivernale qui peuvent ainsi profiter des terrasses et de belles balades sur les quais, mais qui reflètent les changements climatiques en cours.

Selon la page Facebook [Alertes Météo Normandie](#) : « *Les températures prévues [cette semaine, NDLR] seront dignes d'un mois de juillet (23 à 26 degrés de moyenne au plus chaud des après-midi).* » Au point que le météorologue alerte sur les risques d'incendie sur la Métropole rouennaise et appelle les habitants à la plus grande prudence.

Si Rouen affiche 25°C cet après-midi, Nice et Ajaccio affichaient « seulement » 22°C et Toulon, l'une des villes les plus chaudes de France, 23°C. Pour comparaison, il y a dix ans, la température moyenne fin avril, à Rouen, était de 16 degrés.

Paris-Normandie

Le Département investit près de 23 millions d'euros dans la Métropole de Rouen

Décarbonation de la flotte de bus, réunion des musées métropolitains, centre des congrès ou encore création de tiers-lieu, le département de Seine-Maritime investit près de 23 millions d'euros dans treize projets structurants.



Les travaux de restauration de l'abbatiale Saint-Ouen à Rouen font partie des projets du contrat de territoire - STEPHANIE PERON

Par Melanie Bourdon

Publié: 28 Avril 2025 à 16h03

Même si Département et Métropole de Rouen ne sont pas du même bord politique, les deux institutions se retrouvent afin de soutenir des projets structurants pour le territoire. Lundi 28 avril 2025, Bertrand Bellanger, président du Département et Nicolas Mayer-Rossignol, président de la Métropole de Rouen ont signé un contrat de territoire visant à soutenir treize projets qui devraient voir le jour d'ici 2027. Sur les 174 915 399€ nécessaires pour les mener à bien, le département de Seine-Maritime investit 22 839 791€.

13 projets

Parmi eux, la création d'une piscine sur les Hauts de Rouen, la rénovation de l'abbatiale Saint-Ouen ou encore la [décarbonation de la flotte de bus](#) de la Métropole.

Mais également des projets d'importance pour les communes plus modestes comme la rénovation d'une friche en parc urbain au Cailly, l'aménagement du Champ de foire à Elbeuf ou encore la création de [l'espace Flaubert](#) au Trait.

Paris-Normandie

Classées ZFE, Rouen, Le Havre et Caen seront-elles prioritaires pour le prochain leasing social ?

Le retour de la mesure du leasing social est acté pour septembre 2025. À l'occasion de sa venue au Havre, lundi 28 avril 2025, Paris Normandie a questionné sur le sujet Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique. Les habitants des ZFE normandes seront-ils prioritaires ?



La relance du leasing social, annoncée par le gouvernement début avril 2025, interviendra en septembre - Photo d'archives Stéphanie Péron

Par Delphine Letainturier - Publié: 28 Avril 2025 à 11h13

À l'occasion de sa [venue au Havre](#), lundi 28 avril 2025, nous avons interrogé Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, sur la relance du [leasing social](#) annoncée début avril. Le dispositif vise à proposer aux ménages les plus modestes la location d'un véhicule bas carbone d'occasion ou neuf à bas coût. Le succès avait été total lors de son lancement en 2024. L'annonce est intervenue après que la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de « simplification de la vie économique » a voté, le 26 mars, à l'Assemblée nationale, la [suppression des zones à faibles émissions](#).

En Normandie, trois villes sont classées en ZFE : Rouen, depuis septembre 2022, et Le Havre et Caen, depuis le 1er janvier 2025. « Ces villes sont territoires de vigilance, souligne la ministre. Donc avec des niveaux de pollution de l'air en deçà de la norme réglementaire française et elles ne sont pas concernées par les restrictions de circulation pour les voitures Crit'Air 3. Seules Paris et Lyon sont concernées par les restrictions de circulation. »

De 50 € à 120 € par mois

Les villes normandes se sont dotées d'un plan d'amélioration de la qualité de l'air. Et Rouen relève déjà des [progrès](#). « Mais pour encore davantage aider ces territoires, j'ai souhaité que l'on remette en place le leasing social pour 50 000 personnes en septembre. Avec un coût mensuel qui démarre à 50 € par mois pour les véhicules d'occasion et environ 120 € par mois pour les voitures neuves. » Une solution pour les détenteurs d'un véhicule très ancien et qui ne peuvent pas en changer, mais aussi pour ceux qui n'ont pas de voiture. « 4,7 millions de Français sont en situation de précarité en la matière. »

Les critères sociaux pour accéder au dispositif devraient être assez proches de ceux de 2024.
« Je ferai en sorte qu'une partie de ces leasing soit particulièrement ciblée sur les agglomérations qui ont dû mettre en place des restrictions de circulation pour les véhicules Crit'Air 3 et potentiellement aussi en direction des territoires de vigilance. » Donc en direction de Rouen, du Havre et de Caen.



SONDAGE - Pour 56% des Français, les bonnes nouvelles se trouvent surtout dans l'actualité locale



L'actualité locale est source de bonnes nouvelles pour 56% des Français, selon un sondage Odoxa pour "ici" (Illustration) © Getty - Tim Robberts

Publié le mardi 29 avril 2025 à 4:30 Mis à jour le mardi 29 avril 2025 à 7:57

Deux tiers des Français croient toujours en un avenir meilleur malgré les crises à répétition et les guerres, révèle ce mardi un sondage Odoxa pour "ici". Ils s'accrochent notamment aux bonnes nouvelles qui concernent leur environnement direct : leur commune ou leur département.

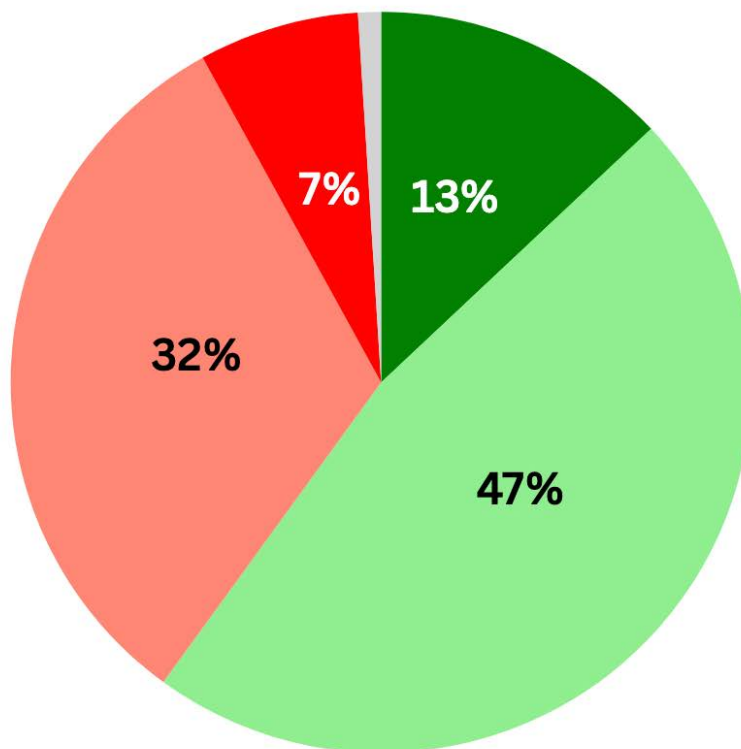
À l'occasion de la journée spéciale "ici, ça marche", qui met en avant les initiatives positives près de chez vous, un sondage Odoxa pour "ici" révèle que les Français sont pleins d'espoir malgré les crises (inflation, mouvement des agriculteurs, instabilité politique, changement climatique, tensions géopolitiques) ou les guerres en Ukraine ou à Gaza. Deux tiers d'entre eux affirment qu'ils croient toujours en un avenir meilleur, note l'étude, même s'ils ont une grande "lucidité sur les difficultés du monde". Ce sondage montre également qu'une large majorité des Français estime que les bonnes nouvelles se passent dans leur commune ou leur quartier.

Malgré les crises et les guerres, les jeunes Français très confiants dans le futur

Ce sentiment d'espoir est porté en premier lieu par les jeunes générations, selon le sondage Odoxa : 83% des 18-24 ans et 66% des 25-34 ans partagent cette conviction. La tendance est moins marquée du côté des Français plus âgés. Chez les 65 ans et plus, ils ne sont plus que 55% à y croire. Le regard porté sur l'avenir semble ainsi étroitement lié au temps qui passe et à une incapacité à pouvoir agir sur le futur en raison de leur âge.

Pensez-vous qu'il est encore possible de construire un avenir meilleur, malgré les difficultés actuelles ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, pas vraiment ■ Non, pas du tout
■ Ne se prononce pas



Source : Sondage Odoxa pour "ici", mardi 29 avril 2025



D'après l'étude Odoxa, les différences de genre sont également marquées. Au total, 66% des hommes croient en un avenir meilleur, contre 55% des femmes. L'institut de sondage émet une hypothèse pour expliquer ce contraste : une exposition inégale aux vulnérabilités sociales et économiques.

La proximité comme rempart à l'inquiétude

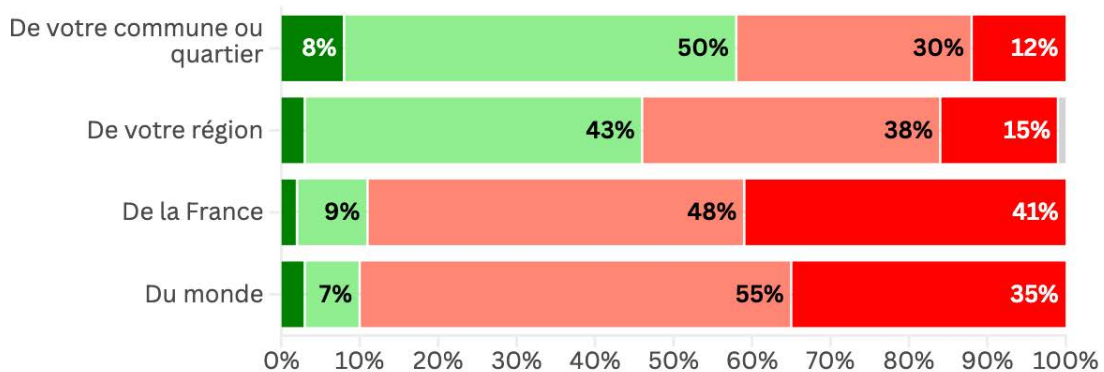
Comment expliquer cette espérance de la part d'une grande majorité du pays ? Face à ces incertitudes, les Français semblent se réfugier "dans leur environnement immédiat" et vers des éléments "qu'ils connaissent, "qu'ils vivent", qu'ils maîtrisent". Le sondage mené par Odoxa pour "ici" montre clairement que plus l'échelle est locale, plus le sentiment de confiance et d'espoir augmente. "L'anxiété mondiale pousse les Français à se recentrer sur le local, perçu comme un refuge stable et rassurant", analyse Odoxa.

Alors qu'ils sont 90% à se dire inquiets pour l'avenir du monde et 89% pour celui de la France, cette inquiétude baisse nettement lorsqu'il s'agit de leur région (53%). Cette crainte chute encore davantage à l'échelle de leur commune ou de leur quartier : seulement 42%

des Français se disent inquiets à ce niveau. Cela signifie donc que 58% des Français ont confiance dans l'avenir de leur territoire de proximité.

Diriez-vous que vous êtes inquiet(e) ou confiant(e) à propos de l'avenir... ?

■ Très confiant(e) ■ Plutôt confiant(e) ■ Plutôt inquiet(e) ■ Très inquiet(e)
■ Ne se prononce pas



Source : Sondage Odoxa pour "ici", mardi 29 avril 2025



Ce phénomène est observable dans toutes les catégories de population. Il s'amplifie cependant chez certaines : 67% des retraités et 63% des habitants des zones rurales font confiance à leur commune.

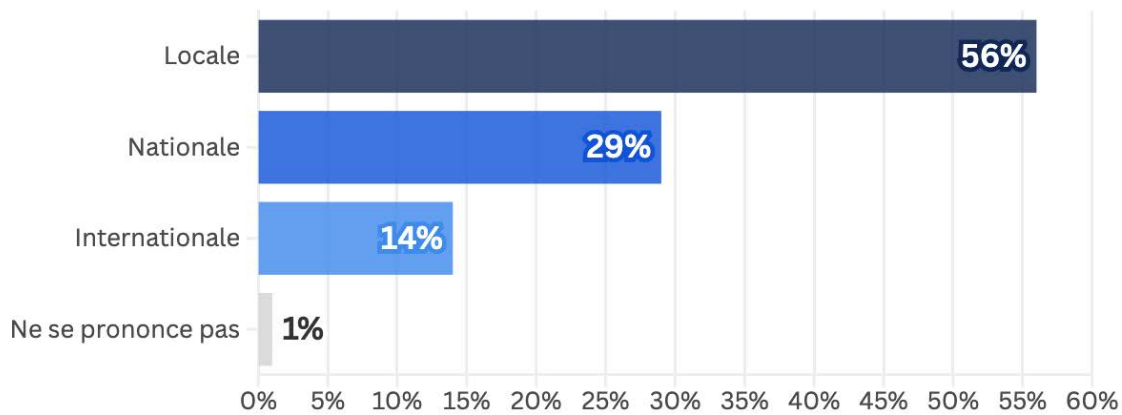
Un espoir nourri par les bonnes nouvelles locales...

La confiance en l'avenir est aussi alimentée par les bonnes nouvelles que reçoivent au quotidien les Français interrogés. Selon le sondage, 56% trouvent ces bonnes nouvelles dans leur vie locale, contre 29% à l'échelon national et 14% à l'échelon international. Cette préférence pour le local est particulièrement marquée chez les habitants des communes rurales (61%). Ce résultat "traduit un besoin de concret, de vérifiable, de vécu", note l'institut de sondage.

L'étude prouve l'importance de l'actualité positive et locale dans leur vie. Elle est "perçue comme crédible" car elle "s'ancre dans le quotidien", poursuit Odoxa qui souligne que "le territoire demeure un levier émotionnel fort".

Lorsque vous entendez une bonne nouvelle, diriez-vous qu'elle concerne plus souvent l'actualité... ?

■ Locale ■ Nationale ■ Internationale ■ Ne se prononce pas



Source : Sondage Odoxa pour "ici", mardi 29 avril 2025



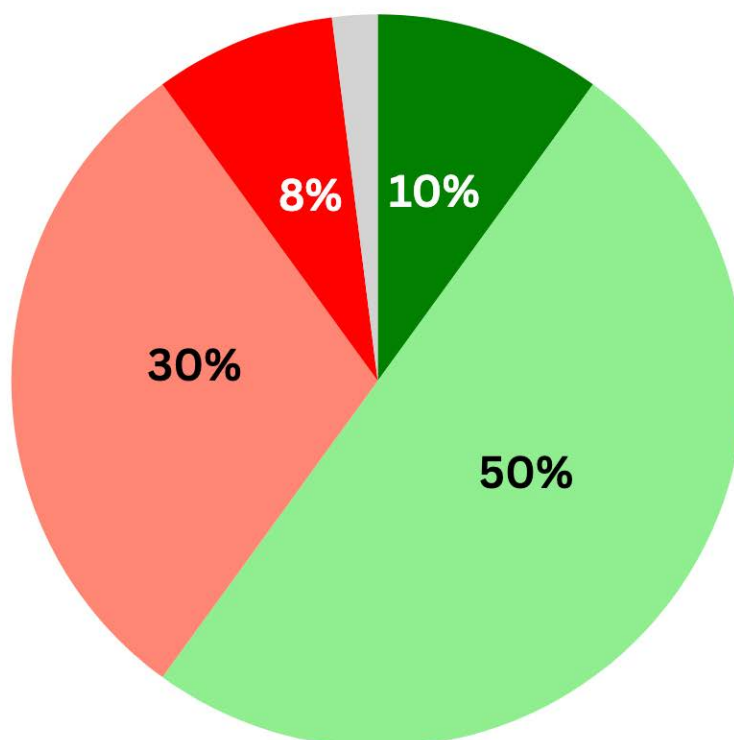
... et un territoire qui bouge

Les bonnes nouvelles au niveau de la commune ou du village ne sont pas les seules raisons d'espérer pour les Français. L'espoir "s'appuie aussi sur ce que les Français observent concrètement autour d'eux", explique Odoxa, comme une dynamique positive portée par les habitants ou les acteurs locaux dans leur commune ou leur quartier. Six personnes interrogées sur dix assurent qu'un tel élan local existe près de chez eux.

L'effet "ça bouge autour de moi" est particulièrement présent chez les 18-24 ans (75%). Il est également ressenti majoritairement dans tout le territoire, y compris dans les plus grandes communes ou à Paris, où on peut imaginer une dynamique

Diriez-vous que, dans votre commune ou votre quartier, il y a une dynamique positive portée par les habitants ou les acteurs locaux ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, pas vraiment ■ Non, pas du tout
■ Ne se prononce pas



Source : Sondage Odoxa pour "ici", mardi 29 avril 2025

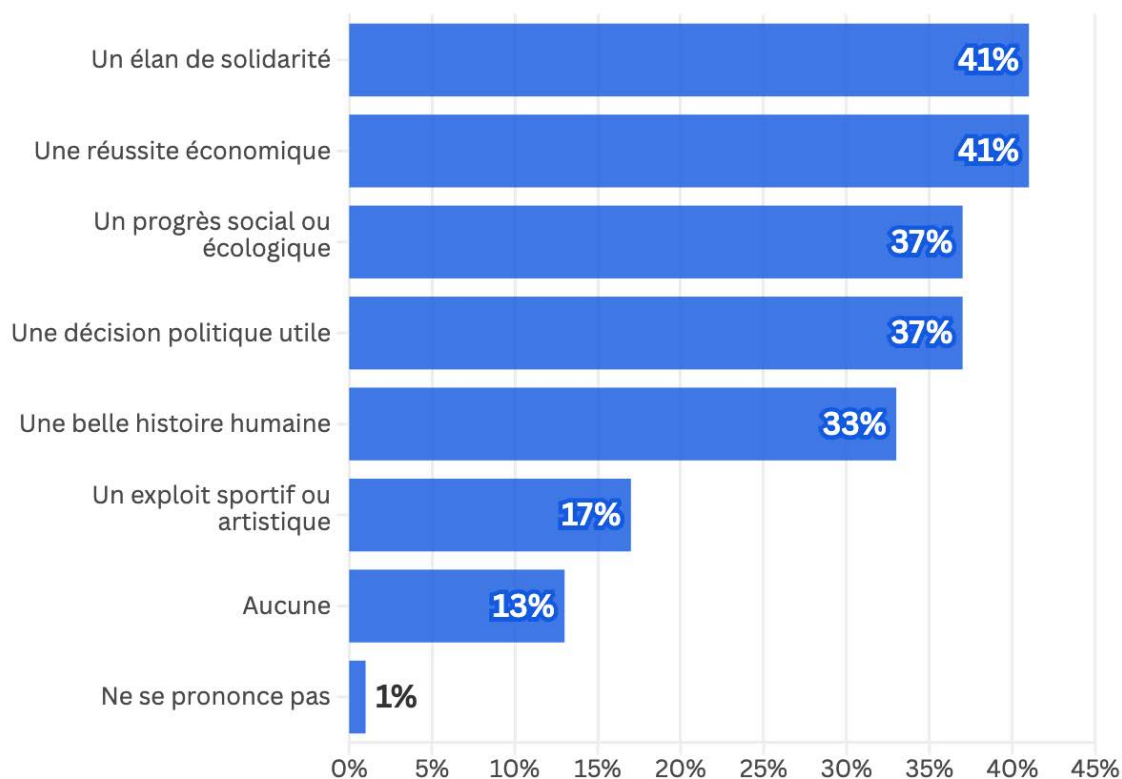


locale moins marquée.

Solidarité et réussite économique en tête des bonnes nouvelles préférées des Français

Quelles sont les nouvelles qui réjouissent les Français ? Au total, 41% des Français citent un élan de solidarité, à égalité avec une réussite économique, comme la relance d'un commerce ou d'une entreprise par exemple. Ce pourcentage monte à 45% dans les communes rurales. Le progrès social suit (37%), devant une décision politique jugée utile (37%), une belle histoire humaine (33%). Malgré l'effervescence des JO de Paris l'été dernier, Odoxa note que les exploits artistiques ou sportifs sont bien moins cités (17%). "Les Français valorisent d'abord ce qui change concrètement la vie des gens autour d'eux", estiment les sondeurs.

Parmi les actualités locales qui peuvent survenir, lesquelles considérez-vous comme de “vraies bonnes nouvelles” ?



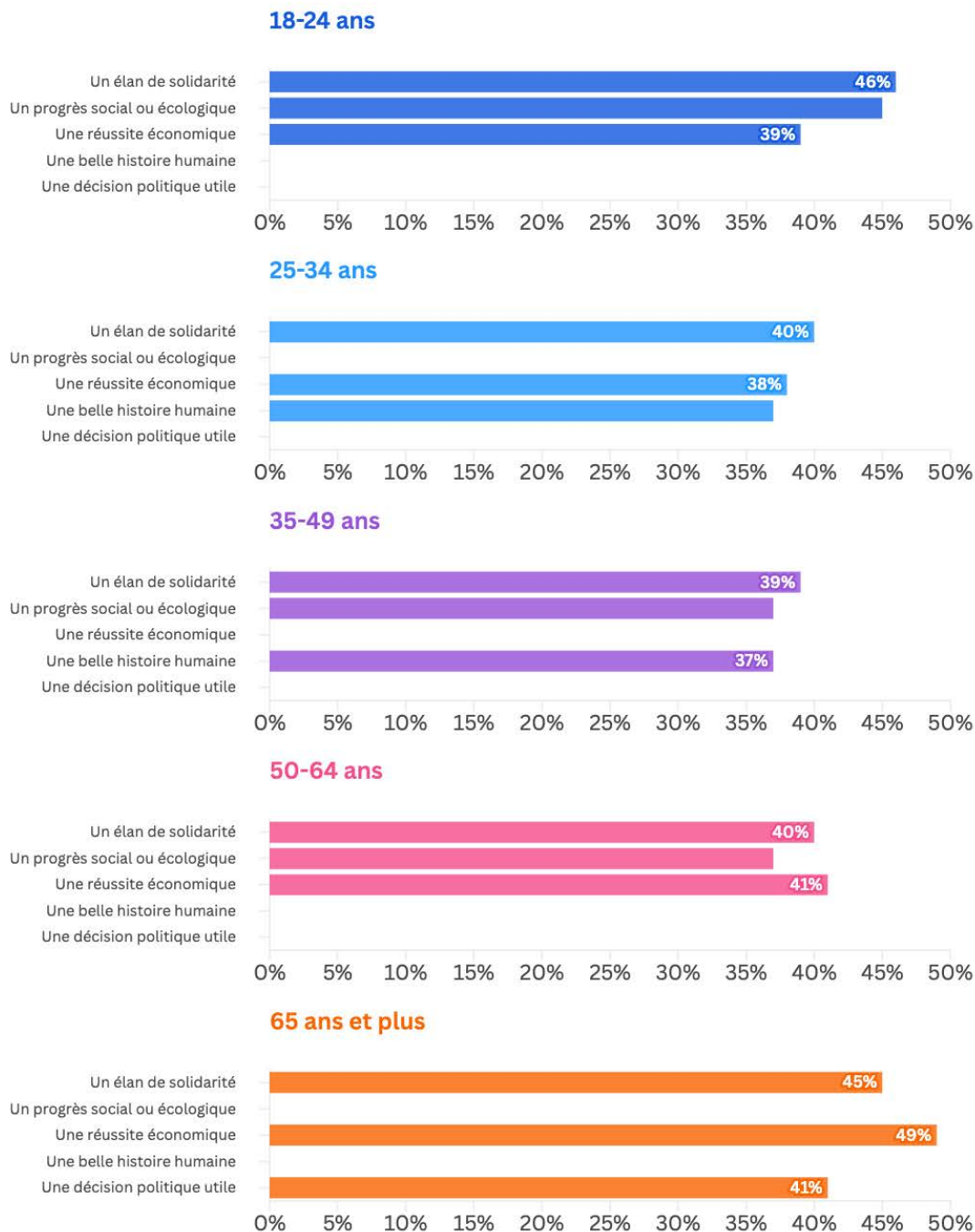
Source : Sondage Odoxa pour "ici", mardi 29 avril 2025



Là encore, les priorités varient selon les âges. Les moins de 25 ans par exemple, sont plus sensibles à la solidarité (46%) et aux enjeux sociaux et écologiques (45%), tandis que les seniors privilégient les dimensions

Parmi les actualités locales qui peuvent survenir, lesquelles considérez-vous comme de “vraies bonnes nouvelles” ?

Top 3 selon la tranche d'âge



Source : Sondage Odoxa pour "ici", mardi 29 avril 2025



économiques (49%) et politiques (41%)

Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 999 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Ils ont été interrogés par internet les 16 et 17 avril 2025. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le Monde

Les données personnelles des Français de plus en plus piratées en ligne

En 2024, la CNIL a enregistré 5 629 notifications de violations de données, soit 20 % de plus que l'année précédente. Une quarantaine d'attaques ont notamment touché plus d'un million de personnes.

Publié aujourd'hui à 05h42, modifié à 07h47



La CNIL a déjà relevé plus de 2 500 violations de données au premier trimestre, soit près de la moitié de ce qu'elle a enregistré sur l'ensemble de 2024. TIM SACKTON / CC BY-SA 2.0

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) s'inquiète après une année marquée par des fuites de données personnelles « *d'une ampleur inédite* ».

« *En 2024, les violations de données ont été non seulement plus nombreuses mais aussi d'une plus grande ampleur, entraînant le vol de données de millions de personnes* », déplore l'autorité protectrice de la vie privée des Français, dans son bilan dévoilé mardi 29 avril.

Le régulateur a enregistré, en 2024, 5 629 notifications de violations de données, soit 20 % de plus qu'en 2023, a-t-il détaillé dans son rapport, et il s'inquiète de voir que « *le nombre de violations touchant plus d'un million de personnes a ainsi doublé en un an, passant d'une vingtaine à une quarantaine d'attaques réussies* ». Parmi les organismes qui en ont été les victimes l'an passé : France Travail, Free, les opérateurs du tiers payant Viamedis et Almerys, ou encore Auchan.

La tendance s'accélère, puisque la CNIL a déjà relevé plus de 2 500 violations de données au premier trimestre, soit près de la moitié de ce qu'elle a enregistré en 2024.

Double authentification

Le régulateur va imposer aux entreprises et organismes publics qui détiennent des bases de données de plus de deux millions de personnes d'instaurer un système de double authentification, réputé plus fiable qu'un simple mot de passe. Tous les salariés, prestataires ou sous-traitants qui se connectent à distance à ces services devront non seulement s'identifier de façon classique mais également utiliser un autre moyen d'identification, comme un code reçu par SMS.

La présidente de la CNIL, Marie-Laure Denis, estime que « 80 % des grandes violations de données » enregistrées en 2024 « auraient pu être évitées » avec la double authentification, couplée à la mise en place d'outils permettant de détecter des extractions massives de ces informations ou encore une plus grande sensibilisation des salariés.

Après un temps d'adaptation, la patronne de la CNIL promet des « contrôles massifs » dès 2026.

La CNIL a comptabilisé 17 772 plaintes reçues en 2024, un total record et en hausse de 8 % par rapport à 2023. Un nombre similaire de plaintes (15 639) a été traité et plus de 5 700 ont été jugées non recevables.

Le nombre de sanctions prononcées par le régulateur a plus que doublé sur un an, passant de 42 en 2023 à 87 en 2024, pour un montant total de 55,2 millions d'euros d'amendes. Parmi les entreprises concernées, [l'opérateur téléphonique Orange s'est vu infliger une amende de 50 millions d'euros](#) en décembre 2024 pour des publicités non consenties. En 2023, ce montant total s'élevait à 89 millions d'euros, du fait de plusieurs amendes importantes [visant le grand groupe français spécialiste de la publicité Criteo](#) (40 millions d'euros) et [Amazon France Logistique](#) (32 millions).

En parallèle, la CNIL a effectué l'an passé 180 mises en demeure et soixante-quatre rappels aux obligations légales, des procédures également en augmentation. La procédure de sanction simplifiée, mise en place en 2022 pour les dossiers « *ne présentant pas de difficulté particulière* » et pour lesquels une amende maximale de 20 000 euros peut être prononcée, continue de se développer, avec soixante-neuf sanctions prononcées dans ce cadre.

L'intelligence artificielle sous surveillance

Le régulateur a également commencé à contrôler l'utilisation des données personnelles par les applications mobiles, sur le même principe que celui exigeant des sites Internet de proposer explicitement l'acceptation ou le refus des cookies tiers. « *Il y a eu des scandales, il ne faut pas hésiter à le dire, sur l'exploitation de données sensibles sans le consentement des utilisateurs* », affirme Marie-Laure Denis, citant notamment les applications de rencontres, « *qui nous ont incités à nous saisir de ce sujet* ».

« *On va contrôler le fait que vous êtes informés de la collecte des données qui est faite quand vous téléchargez ou quand vous utilisez une application. On va contrôler si ces données sont utilisées pour la prospection publicitaire* », a-t-elle détaillé, rappelant que « *chaque Français télécharge environ trente applications par an* ».

En parallèle, la CNIL a aussi placé l'intelligence artificielle (IA) générative, technologie qui repose sur l'exploitation massive de données, souvent personnelles, au cœur de ses préoccupations. « *On travaille beaucoup avec les acteurs [de l'IA] pour essayer de voir quelles technologies mettre en œuvre, pour qu'il y ait, par exemple, un filtre au moment de la régurgitation des données* », dit M^{me} Denis, afin qu'une partie de celles-ci « *puissent pouvoir être effacées* ».

Elle se félicite également que les utilisateurs européens des plateformes de Meta (Facebook, Instagram) [puissent refuser que leurs données publiques soient utilisées](#) afin d'entraîner l'IA du grand groupe américain, pour peu qu'ils remplissent un formulaire en ligne d'ici au 27 mai.

La présidente de la CNIL met en garde sur les données partagées lors des échanges avec ces agents conversationnels, comme ChatGTP de l'américain OpenAI ou Gemini de Google, de plus en plus utilisés au quotidien par les Français. « *Soyez très vigilants avec les données qui devraient vous paraître être un peu sensibles (...) comme des données de santé, des données bancaires, des données sur votre identité sexuelle, insiste-t-elle. Ne confiez pas à une IA ce que vous ne confieriez pas à quelqu'un que vous croisseriez dans la rue.* »